

*Intervention à la commémoration de
l'assassinat d'Yitzhak Rabin
Nancy, le 6 novembre 2016
Bruno Cohen pour l'ACJ*

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Le 4 novembre 1995, il y a 21 ans, Yitzhak Rabin, était tué de trois balles dans le dos par un israélien, extrémiste de droite, voulant faire échouer le plan de paix élaboré à Oslo. Ce crime a été rendu possible après que se soit développée, durant plusieurs mois, un peu partout en Israël, et principalement en raison des efforts de paix avec les Palestiniens, une campagne de haine et de calomnie menée par des fanatiques ultra religieux contre le premier ministre d'alors.

Yitzhak Rabin fut beaucoup : bâtisseur, comme tant d'autres, d'une Nation, aux premiers instants d'Israël ; il fut aussi défenseur, par les armes, de son peuple, puisqu'il fut chef d'Etat-major de l'armée israélienne pendant la guerre des Six Jours en 1967.

Il sut aussi tracer une voie d'espoir au cœur d'une période tumultueuse et d'une région tourmentée, en tant qu'ambassadeur aux Nations Unies, puis en tant que Ministre de la Défense et par deux fois, en tant que Premier Ministre. Un an avant son assassinat, il avait reçu le Prix Nobel de la Paix aux côtés de Shimon Peres, récemment disparu et auquel vont également nos pensées, et de Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de Palestine (OLP), pour leurs rôles dans la signature des Accords de paix d'Oslo.

"*Ces coups de feu n'ont pas seulement touché Yitzhak, ils ont touché le cœur de la démocratie israélienne*", déclarait l'année dernière le président de l'état d'Israël, Reuven Rivlin à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de sa mort.

Car en effet, du démarrage du processus d'Oslo, au début des années 1990, aux pourparlers d'Annapolis en 2008, les négociations bilatérales se sont focalisées sur la recherche d'une solution pratique à un conflit politico territorial entre deux peuples, évitant de se laisser entraîner dans un débat théologique, historique ou religieux.

Mais la poursuite d'une politique renforcée d'implantations du côté des gouvernements de coalition de gauche ou de droite en Israël, et la montée de l'intégrisme religieux jusqu'aux agressions guerrières du Hamas niant l'existence d'Israël du côté palestinien, ont découragé toutes perspectives de paix durable entre les deux camps.

Et si les narratifs historiques et religieux sont, par le passé, restés en coulisses, ou n'ont joué qu'un rôle marginal dans le conflit, force est de constater que depuis quelques années, les dirigeants israéliens et palestiniens ont délibérément placé ces questions explosives au centre de la scène. Au lieu de parler frontières, sécurité et solutions concrètes à des questions comme celles de Jérusalem et des réfugiés, Benjamin Nétanyahou et Mahmoud Abbas discutent de choses advenues il y a trois mille ans dans cette partie du monde, de narratifs nationaux et de croyances religieuses.

Depuis 2009, et ces deux dernières années en particulier, les dirigeants

israéliens et palestiniens se sont exprimés de part et d'autre d'une façon qui mène précisément à une guerre des religions. L'ironie de la chose est que Benjamin Nétanyahou et Mahmoud Abbas vont tous deux dans ce sens alors qu'aucun d'eux n'est religieux lui-même.

Leur comportement n'inflige pas seulement des dommages à court terme, sous forme d'absence de solution diplomatique ; il cause aussi des dégâts à long terme dans les deux opinions publiques. Si le conflit porte sur la justice, l'histoire et la religion, des deux côtés l'argumentaire se fait moins rationnel et l'idée même de compromis moins pertinente dans un contexte international aiguisé, davantage encore, par la violence du fanatisme djihadiste et terroriste de Daech et la montée des populismes partout dans le monde.

Alors que reste t'il de l'héritage de Rabin ?

Peu de choses pourrait-on dire lorsque même en Israël cette 21^{ème} commémoration a eu du mal à se tenir faute de moyens financiers et de mobilisation politique partagée. Et cependant, il est des raisons d'espérer toujours en la capacité des hommes à inventer le progrès, la démocratie et le droit, le respect de l'autre.

La très récente «Marche de l'Espoir» (*Women Wage Peace*) se situe dans ce cadre. Organisée par «*Les Femmes pour la paix*», mouvement créé il y a deux ans, il regroupe des israéliennes, juives et arabes, religieuses et laïques, de sensibilité politique de droite comme de gauche, qui se sont rassemblées pour demander à leurs dirigeants de modifier leurs priorités et

prendre des initiatives pour changer la réalité dans la région et parvenir à une situation de reconnaissance mutuelle entre Israéliens et Palestiniens.

Il rejoint en cela la mobilisation lancée en Europe en faveur de la campagne SISO (*Sauver Israël, Stopper l'Occupation*).

Cette campagne, initiée par l'universitaire Daniel Bar Tal, cherche à mobiliser, en ce moment, les ONG pour la Paix et les personnalités hostiles à la poursuite de l'occupation. « SISO » a déjà reçu le soutien du « *Forum des ONG pour la Paix* » qui regroupe une centaine d'organisations et celui de plus de 500 personnalités israéliennes et d'ailleurs, leur demandant de se joindre à elles afin de développer une action coordonnée destinée à mettre fin à l'occupation et à bâtir un nouvel avenir, dans l'intérêt de l'Etat d'Israël et des générations futures.

Mais, chers amis, voyez vous, à peine cet appel a-t-il été publié que, sur internet et les réseaux sociaux, les tenants du soutien inconditionnel au gouvernement israélien ont tiré à boulets rouges sur cet appel en le qualifiant notamment « d'appel à nuire à Israël ». Les plus virulents ont même traité de « vendus et de traîtres » ceux qui le soutiennent en Europe. Pourtant, l'initiative « SISO » n'a pas été lancée par des Juifs de la diaspora, mais bien par des personnalités israéliennes, et non des moindres : des dizaines de lauréats du Prix Israël, sept généraux, vingt anciens ambassadeurs, des artistes mondialement connus, plus de 160 professeurs d'université dont un Prix Nobel d'économie, des anciens ministres et des écrivains, dont Avraham Yehoshua, Amos Oz et David Grossman.

L'appel de « SISO » a été lancé en vue du 50ème anniversaire de la Guerre des 6 jours (juin 1967/juin 2017) qui est aussi le début de l'occupation de la Cisjordanie.

Chers amis, l'héritage d'Yitzhak Rabin est contenu dans ce nouvel appel à la paix et à la raison qui a été lancé, il l'est également dans ces marches en Israël et ailleurs qui sont organisées.

Il l'est aussi ici même, à Nancy, ce 6 novembre 2016, car en tant que responsables de l'Association Culturelle Juive, nous poursuivons notre engagement à soutenir les efforts de paix et les valeurs de partage auxquelles nous sommes attachées en diffusant les réflexions, analyses et propositions qui vont dans le sens du recul de l'ignorance, de la bêtise et de la violence

C'est la raison pour laquelle, chers citoyens élus, vous qui nous faites l'amitié d'être présents chaque année à nos côtés pour défendre et soutenir cet héritage et les valeurs humanistes qu'il prône, mais aussi, vous, chers adhérents du 55 ou d'ailleurs qui ne souhaitent pas se résigner à considérer l'impasse actuelle entre Israéliens et Palestiniens comme définitive, c'est à vous qu'il revient d'agir de près et de loin, seul et ensemble, auprès de ceux qui ont la capacité à mobiliser ici et à décider là-bas d'un changement majeur d'orientation par toutes les manières que vous jugerez utiles de faire.

C'est le sens de notre présence et de notre engagement ici, devant cet arbre, planté à la mémoire d'Yitzhak Rabin il y a 21 ans. Je vous remercie.